

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS FAIVRE

rue des Cèdres
18340 Levet

Références : Visite ICPE du 28/07/2025
Code AIOT : 0010010255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2025 dans l'établissement ETS FAIVRE implanté Rue des Cèdres 18340 Levet. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS FAIVRE
- Rue des Cèdres 18340 Levet
- Code AIOT : 0010010255
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les établissements FAIVRE ont été autorisés à exploiter des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 août 2014. Cet arrêté préfectoral porte également agrément « centre VHU » sous le numéro PR 18 00009 D.

Suite au décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et supprimant le régime d'autorisation pour certaines rubriques, le préfet du Cher a adressé à l'exploitant le courrier daté du 31 octobre 2024 qui lui accorde le bénéfice des droits acquis liés à l'antériorité au titre de la rubrique 2712-1, en application des dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement.

L'établissement est également concerné par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1.

Classement :

Rubriques à enregistrement :

2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage 16148 m².

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 27/03/2025, article L. 541-10-26	Demande d'action corrective	2 mois
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 27/03/2025, article L. 541-10-26	Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Limites de stockage	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Stockage des produits inflammables	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Rétention des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Stockage des VHU	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Obligation de	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	reprise sans frais	27/03/2025, article R. 543-155 (II)	
4	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 27/03/2025, article R. 541-45	Sans objet
10	Stockage des pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2025, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p> <p>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir conclu de contrat avec un éco-organisme ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10.</p> <p>Il indique ne pas avoir connaissance de ces nouvelles dispositions, et s'engage à entamer les démarches nécessaires, afin de contractualiser.</p> <p>Constat: L'exploitant n'a signé aucun contrat ni entamé aucune démarche de contractualisation avec au moins un éco-organisme ou, le cas échéant, avec un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10-26 du code de l'environnement</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2025, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : <p>II-R. 543-155-1 : Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.</p> <p>Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.</p>
Constats : <p>Comme constaté au point de contrôle précédent, l'exploitant n'a pas entamé de démarche de contractualisation ni signé de contrat avec un éco-organisme ou un ou des systèmes individuels. Cependant, l'exploitant traite des véhicules en l'absence de contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel.</p> <p>Constat: L'exploitant traite des VHU pour lesquels il ne dispose pas du contrat avec le ou les systèmes individuels ou un éco-organisme lui permettant de le faire.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2025, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il facturait des frais lorsqu'il mettait en œuvre une prestation de transport, mais qu'il reprenait sans frais les véhicules qui lui étaient remis sur le site de traitement. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2025, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'ar-

<p>ticle L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a constaté que l'installation est inscrite dans Trackdéchets. Il n'a pas été constaté l'existence de BSVHU pour tout VHU réceptionné sur la période de août 2024 à août 2025. L'inspecteur a pu consulter sur la plateforme trackdéchet, le BSDVHU VHU-20240722-WD8N3FBGB</p> <p>Ce BSD a été établi pour un lot de véhicules hors d'usage au 22 juillet 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositifs de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rétentions. I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019. Le constat était le suivant:</p>

Des conteneurs réceptionnant les fluides des VHU ne sont pas stockés sur des dispositifs de rétention, et des conteneurs ne sont pas liés à des rétentions de capacité suffisante.

Au jour de l'inspection, l'inspecteur constate que la situation est identique:

- 1 cuve de capacité 1 m³ contenant de l'huile moteur usagée,
- 1 cuve de capacité 1 m³ contenant du liquide de refroidissement.

Ces 2 cuves sont stockées chacune sur une rétention de capacité 500 litres, capacité déclarée par l'exploitant.

Ces capacités de rétentions sont insuffisantes.

Et divers contenants non vides, de capacités de l'ordre de 20 litres unitaires sont dépourvus de rétention.

L'exploitant fait remarquer que les deux cuves ne sont remplies qu'à leur moitié et que les demandes d'enlèvement sont effectuées dès ces niveaux constatés.

L'inspecteur indique voir ultérieurement si un aménagement de cette disposition est envisageable (limitation du remplissage par consigne par exemple).

Après consultation, il s'avère que la prescription dispose qu'il faut considérer le volume susceptible d'être utilisé.

Dans le cas de ce constat, la capacité de chaque cuve est bien de 1000 litres, et les rétentions en lien avec ces stockages doivent en conséquence être adaptées à ces volumes.

Le constat établi le 29 avril 2019 est maintenu.

Constat:

Des conteneurs réceptionnant les fluides des VHU ne sont pas stockés sur des dispositifs de rétention, et des conteneurs ne sont pas liés à des rétentions de capacité suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Limites de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, distances de stockage

Prescription contrôlée :

<p>Dans l'attente de leur évacuation, les véhicules stockés sur site issus de l'ancienne activité de gardien de fourrière sont clairement séparés des véhicules hors d'usage.</p> <p>La quantité mentionnée à l'article 2.2.3 englobe ces véhicules.</p> <p>Les conditions de stockage des véhicules stockés sur site issus de l'ancienne activité de gardien de fourrière doivent respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces véhicules sont dépollués, - ces véhicules ne sont pas empilés, hormis les véhicules calcinés qui peuvent être empilés au maximum sur 3 mètres de hauteur, - ces véhicules sont situés à plus de 5 mètres du hangar, - des allées de 3 mètres de largeur au minimum délimitent les zones de stockage des véhicules. <p>L'exploitant met en place un dispositif permettant de reconnaître visuellement les véhicules stockés sur site issus de l'ancienne activité de gardien de fourrière (marquage, rubalise, etc...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019.</p> <p>Le constat était le suivant:</p> <p>Des véhicules de l'ancienne activité de fourrière sont situés à moins de 5 mètres du hangar.</p> <p>L'exploitant indique que les véhicules issus de l'ancienne activité de fourrière lui appartiennent désormais.</p> <p>Lors de l'inspection du 28 juillet 2025, il est constaté que des véhicules sont toujours présents accolés à la paroi du bâtiment.</p> <p>Le constat établi le 29 avril 2019 est requalifié:</p> <p>Constat:</p> <p>Article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2014:</p> <p>Des véhicules hors d'usage ne sont pas stockés à plus de 5 mètres du hangar.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Stockage des produits inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
Prescription contrôlée :
Comportement au feu des locaux.

Le local de stockage des liquides inflammables issus de la dépollution des véhicules hors d'usage est constitué de parois REI 120. La porte d'accès au local est EI 120. Ces dispositions constructives sont effectives dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, Une zone exempte de tout stockage est comprise entre le local de stockage des liquides inflammables issus de la dépollution des véhicules hors d'usage et l'atelier de dépollution. Le périmètre de cette zone défini dans l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé est matérialisé visiblement au sol de manière indélébile. »

Constats :

Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019.

Le constat était le suivant:

Les liquides inflammables ne sont pas stockés dans un local REI 120.

Au jour de l'inspection du 28 juillet 2025, il est constaté que la situation est identique, le local de stockage des liquides inflammables issus de la dépollution des VHU n'est pas constitué de parois REI 120, et muni d'une porte EI 120.

Le constat établi le 29 avril 2019 est maintenu.

Constat:

Les liquides inflammables ne sont pas stockés dans un local REI 120.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« article 20 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

<p>[...]- la défense incendie est assurée par les poteaux incendie et hydrants existants raccordés au réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 où DN150 dont le plus près est implanté à 250 mètres des limites de propriété permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019.</p> <p>Lors de la précédente inspection, il était demandé que l'exploitant s'informe auprès du gestionnaire du réseau de la présence effective d'un moyen de défense incendie dont le plus près soit situé à moins de 250 mètres des limites de propriété et permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure.</p> <p>le 28 juillet 2025, l'exploitant a indiqué qu'un dispositif était désormais présent à proximité du site. L'inspecteur a constaté la présence d'une bouche incendie (référéncée BI n°36 rue des Cèdres) située entre le site voisin et l'installation. Cette bouche est effectivement située à moins de 250 mètres des limites de propriété. Toutefois le débit minimal de cette bouche n'est pas connu, l'exploitant s'informerait auprès du gestionnaire du réseau d'eau de la disponibilité effective de cette bouche.</p> <p>Constat: Le débit minimal disponible de la bouche incendie située à moins de 250 mètres des limites de l'installation n'est pas connu</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Rétention des eaux polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aménagement de l'Article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage où découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>

Les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé (dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie) s'appliquent dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 25 de l'arrêté du 26 novembre 2012:

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

[...]

Constats :

Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019.

Le constat était le suivant:

Les mesures ne sont pas prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Le dossier de demande d'autorisation daté de aout 2012, prévoyait (calcul D9A) une rétention d'une capacité de 140 m³.

Lors de l'inspection du 28 juillet 2025, l'inspecteur constate que ce dispositif de rétention n'a pas été mis en œuvre.

Le constat établi le 29 avril 2019 est modifié.

Constat:

Toutes mesures ne sont pas prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Le volume à recueillir est de 140 m³ (calcul D9a du dossier de demande d'autorisation)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Stockage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 41.1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : « Article 41.11. Entreposage des pneumatiques Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité totale de pneumatiques usagés stockés sur le site est limitée à 30 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. Le dépôt des pneumatiques s'effectue dans une benne dédiée et est situé à plus de 5 mètres de stockage des véhicules. »
Constats : Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019. Le constat était le suivant: Les pneumatiques usagés ne sont pas stockés dans une benne dédiée, sont en quantité supérieure à 30 m³ et sont situés à moins de 5 mètres du stockage des véhicules. Lors de la visite du 28 juillet 2025, il n'a pas été constaté de stockage de pneumatiques en quantité supérieure à 30 m ³ ou qui ne soit pas stocké dans une benne dédiée à cet usage. Le constat établi le 29 avril 2019 est levé. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2014, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution. En lieu et place des dispositions de l'article 41.V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : « Article 41.1V. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués ne sont pas empilés hormis les véhicules calcinés qui peuvent être empilés au maximum sur 3 mètres de hauteur et les véhicules en attente de broyage qui peuvent être empilés au maximum sur 4 mètres de hauteur. L'empilement est réalisé dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement, Une zone est prévue pour le stockage des véhicules en attente de broyage conformément au plan joint au courriel du 45 novembre 2013 susvisé.

<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est issu de la précédente visite d'inspection du 29 avril 2019.</p> <p>Le constat était le suivant:</p> <p>Des véhicules en attente de broyage sont stockés sur une hauteur supérieure à 4 mètres.</p> <p>Lors de la visite du 28 juillet 2025, l'inspecteur a constaté la présence de véhicules dépollués, empilés. L'exploitant a indiqué que ces véhicules étaient en attente de broyage. L'empilement mesuré était inférieur à 4 mètres (véhicules non calcinés).</p> <p>Toutefois, ce stockage n'était pas réalisé sur l'aire réservée à cet effet conformément au plan du dossier de demande d'autorisation du 1er août 2012. (transmis par mail du 15 novembre 2013)</p> <p>Le constat établi le 29 avril 2019 est modifié:</p> <p>Constat:</p> <p>Des véhicules empilés en attente de broyage ne sont pas stockés sur la zone dédiée à ces véhicules pour ce type de stockage.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>
--